

**5 & 6 JUIN 2019**  
CHAMBRES DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT  
12, AVENUE MARCEAU - PARIS 8<sup>E</sup>



**paris** LE FORUM EUROPÉEN  
DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
**cyber week**

#### INVITÉS D'HONNEUR

**Mariya Gabriel**  
Commissaire européenne  
chargée de l'économie  
et de la société numériques (BG)

**Cédric O**  
Secrétaire d'État  
chargé du Numérique (FR)



## LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE SÉCURISÉE DE NOS SOCIÉTÉS : DU RETARD À L'URGENCE !

La menace dépasse désormais la simple criminalité « traditionnelle » qui, elle aussi, a mené sa transformation numérique.

Campagnes de déstabilisation en Occident, paralysie de centrales nucléaires, immobilisation de grandes entreprises ou de PME, les cyberattaques, dont certaines pourraient être le fait d'États, sont protéiformes et bouleversent nos référentiels juridiques. Cette entrée dans la guerre numérique, la France et les grandes puissances s'y préparent, de-puis longtemps. L'annonce, en janvier dernier par la ministre des Armées Florence Parly, de l'existence de capacités offensives cyber en France marque le départ d'une guerre invisible mais redoutable. Elle concrétise surtout la montée en puissance des capacités cyber françaises initiées dès 2009 et son accélération depuis 2016. Aujourd'hui, citoyens et entreprises sont les nouvelles cibles. Elles doivent donc sécuriser leur transformation et leurs usages numériques.

### La transformation numérique : une question de confiance et d'usages

En pleine transition, chacun se concentre sur la digitalisation de son activité, qu'elle soit publique ou privée. Pourtant, c'est bien la confiance de l'utilisateur ou de l'utilisateur qui devrait être le cap de cette mutation : confiance dans les outils, confiance dans les acteurs, confiance dans les réseaux. Cette confiance, que tout le monde appelle de ses vœux, manque terriblement. Elle doit donc trouver un espace de co-construction prenant en compte les règles et leur pratique. Autrement dit, entre les Pouvoirs publics et la société doit s'établir un dialogue afin d'ajuster l'ensemble des curseurs afin que chacun connaisse les bons usages, les bonnes pratiques. Autrement dit, entre les Pouvoirs publics et la société doit s'établir un dialogue afin d'ajuster l'ensemble des curseurs afin que chacun connaisse les bons usages, les bonnes pratiques.



C'est tout l'objet de la Paris Cyber Week.

Sébastien Garnault,  
fondateur de  
la Paris Cyber Week

### Les PME, une cible facile et rentable

Le rapport au risque le plus favorable est celui qui cible les « petits ». Les collectivités, les TPE, les PME, et même les citoyens, sont autant de proies aisément attaquables qu'elles sont encore mobilisées par leur transformation numérique, notamment en France. Le fameux « je suis trop petit, je n'intéresse personne », qui laisserait presque penser qu'un braqueur ne s'attaquerait qu'à la Banque de France, est le premier danger auquel nous faisons face. Le maillon faible de la chaîne de sécurité numérique, c'est l'Humain. Manque de connaissance, de sensibilisation, de moyens, de compréhension, il existe tant de mauvaises raisons. La réalité, c'est que ce sont les premières cibles et que la plupart ne s'en relèvent pas. Or dans notre monde hyper connecté, nous sommes bel et bien collectivement responsables de notre sécurité, et de celle de notre environnement.

Car, en ligne de fond, ce sont notre souveraineté et notre démocratie qui sont dans la balance.





## AGENDA

### MERCREDI 5 JUIN

### JEUDI 6 JUIN

8h00

OUVERTURE DES PORTES  
ACCUEIL DES PARTICIPANTS

9h00

#### SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

- CONFIANCE
- CYBER • IA

#### IDENTITÉ NUMÉRIQUE

- SMART & SAFE CITY
  - MOBILITÉ
  - E-CITOYENS

13h00

COCKTAIL NETWORKING  
DÉJEUNER PARTENAIRES

14h00

#### TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- MIX ÉNERGÉTIQUE
- PPE • RESSOURCES
- NUMÉRIQUE

#### CYBER- ASSURANCE

- MAÎTRISE
- ÉVALUATION
- PRÉVENTION • RISQUES

18h00

FIN DE  
LA PARIS CYBER WEEK

19h00

*Partenaires uniquement*  
**GALA**



MERCREDI 5 JUIN 2019

# SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

## Confiance/cyber/IA : quels enjeux de souveraineté ?

DÉBATS ANIMÉS PAR

Martin Untersinger, journaliste du journal Le Monde

9h00 OUVERTURE DE LA PARIS CYBER WEEK

Par **Cédric O**, secrétaire d'État chargé du Numérique (FR)

9h15 SESSION 1

### LES CONDITIONS DE LA CONFIANCE DANS LE NUMÉRIQUE

- L'émergence des blocs numériques menace-t-elle la paix numérique ?
- Infrastructures critiques et interconnexion : quelles coopérations entre les États ?
- Attribution, riposte, défense active : comment naviguer pour prévenir les conflits ?
- Ingérence, déstabilisation et cybercriminalité, une coopération public-privé inattendue ?
- GAFAM, BATX, SUNRISE, ... : les capacités du secteur privé sont-elles trop puissantes ?
- Régulation et réglementation : quelle est la bonne échelle de décision ?

INTERVENANTS DE LA SESSION 1

## PRÉSIDÉE PAR

**Gwendal Rouillard**, député du Morbihan, membre de la Commission de la Défense et des Forces armées (FR)

**Général Olivier Bonnet de Paillerets**, commandant de la Cyberdéfense de l'État-major des Armées (FR)

**Lord Toby Harris of Haringey**, membre de la House of Lords, membre du Joint Committee on the National Security Strategy - UK Parliament (UK)

**Rogier Holla**, chef adjoint d'unité du CERT-EU, Commission européenne (NL)

**Jacques de La Rivière**, président de GateWatcher (FR)

**Guillaume Poupard**, directeur général de l'ANSSI (FR)

## ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

10h45 SESSION 2

### COMMENT ARTICULER CONFIANCE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

- Quelle politique industrielle cyber pour l'IA de l'Europe ?
- Quelles peuvent être les bases éthiques de l'intelligence artificielle ?
- Comment qualifier les sets de données et garantir leur sincérité ?
- L'IA doit-elle être souveraine ?
- Comment passer d'une approche sectorielle à une action transversale ?

INTERVENANTS DE LA SESSION 2

## PRÉSIDÉE PAR

**Éric Bothorel**, député des Côtes-d'Armor, co-président du groupe d'étude Économie numérique de la donnée, de la connaissance et de l'intelligence artificielle (FR)

**Aroua Biri**, docteur en cybersécurité à l'Institut Mines-Télécom, réserviste de l'Éducation nationale, membre de Women in AI (FR)

**Franck DeCloquement**, professeur à l'IRIS, expert en intelligence économique (FR)

**Éric Hazane**, membre de la chaire Saint-Cyr de cybersécurité et de cyberdéfense, co-pilote du groupe cybersécurité de Hub France IA (FR)

**François-Pierre Lani**, avocat, expert des questions de normalisation et d'IA (FR)

**Véronique Legrand**, professeur titulaire de la Chaire de sécurité informatique du Cnam, co-directrice de l'équipe en émergence Sécurité, défense du CNAM, membre du Pôle Systematic (FR)

**Despina Spanou**, directrice en charge de la Société numérique, de la Confiance et de la Cybersécurité, Commission européenne (CY)

## ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

12h30 ALLOCUTION

Par **Cyril Kabbara**, co-fondateur de Shark Robotics (FR)



MERCREDI 5 JUIN 2019

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### L'impact du numérique sur la transition écologique

DÉBATS ANIMÉS PAR

Jean-Yves Casgna, président de Terre TV

14h30 **OUVERTURE DES TRAVAUX**  
Par **Matthieu Orphelin**, député de  
Maine-et-Loire, membre fondateur du collectif  
parlementaire Accélérons la transition (FR)

14h40 **SESSION 1**  
**LA PROGRAMMATION  
PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE  
POSE-T-ELLE LES CONDITIONS  
DE L'ACCÉLÉRATION DE  
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?**

- PPE et Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) : un rôle moteur pour l'innovation ?
- Quel mix énergétique pour une société durable ?
- Data et IA : une application écologique aux technologies de rupture
- Quels sont les enjeux de souveraineté de la transition écologique ?

INTERVENANTS DE LA SESSION 2

PRÉSIDÉE PAR

**Matthieu Orphelin**, député de Maine-et-Loire, membre fondateur du collectif parlementaire Accélérons la transition (FR)

**Catherine Brun**, secrétaire générale et directrice du domaine stratégie affaires publiques et territoires de GRTGaz (FR)

**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**, directeur du Centre Énergie de l'IFRI (FR)

**Antoine Guillou**, directeur énergies renouvelables, réseaux et marché de l'UFE (FR)

**Huguette Tiegna**, députée du Lot, vice-présidente de l'OPECST, présidente du groupe d'étude économie verte et économie circulaire (FR)

ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

16h15 **SESSION 2**  
**ALIMENTER LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE : L'ENJEU  
DU NUMÉRIQUE ?**

- Autoconsommation et unité locale de consommation : le casse-tête de l'équilibre du réseau ?
- L'IoT, batteries et performance : bientôt une histoire passée ?
- Économie circulaire du numérique, un modèle à imaginer
- Comment maîtriser l'empreinte écologique du numérique ?
- Quels sont les nouveaux acteurs dans la chaîne de valeur de l'électricité ?

INTERVENANTS DE LA SESSION 2

PRÉSIDÉE PAR

**Paul Molac**, député du Morbihan, membre de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République (FR)

**Catherine Edwige**, commissaire de la Commission de régulation de l'énergie (FR)

**Inès Leonarduzzi**, présidente-directrice générale de Digital For The Planet (FR)

**Geoffroy Maillard**, directeur général de Purecontrol (FR)

**Émile Meunier**, avocat spécialiste de l'écologie, directeur de l'European Start'up Prize for Mobility (FR)

**Ulrich Rousseau**, directeur général de Wi6labs (FR)

ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

17h45 **CLÔTURE DES TRAVAUX**  
DU **Alain Becoulet**, X]fYWYi f'XY''f bgh]h hXY' fYWXfVWY'gi f''U'Z g]cb'a U[ bf]h]ei YZ795



JEUDI 6 JUIN 2019

# IDENTITÉ NUMÉRIQUE ET SMART CITY

## Construire le territoire 4.0 autour du citoyen augmenté

DÉBATS ANIMÉS PAR

Elsa Trujillo, journaliste chez BFM

9h00 **OUVERTURE DES TRAVAUX**  
Par **Paula Forteza**, députée des Français établis hors de France, co-présidente du groupe d'étude Internet et société numérique (FR)

9h05 **SESSION 1**  
**L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE AU COEUR DE LA CITÉ**

- L'identité numérique, clef de voûte du territoire intelligent ?
- Adapter la cité aux usages des citoyens : comment repenser l'espace public ?
- La ville durable peut-elle être numérique ?
- Ruralité et centres urbains, quels ponts technologiques ?

10h40 **KEYNOTE**  
Par **Jarno Linnéll**, professeur de cybersécurité à l'université d'Aalto (FI)

11h00 **SESSION 2**  
**QUELLES OFFRES DE SERVICES PUBLICS ET PRIVÉS POUR LE CITOYEN ?**

- Smart, c'est bien, mais safe, c'est mieux !
- IoT, 5G, fibre, véhicules autonomes : comment préparer les territoires à l'intégration de l'innovation ?
- Comment utiliser les ruptures technologiques pour renforcer les services publics ?
- Protection des citoyens : quel bilan peut-on faire un an après le RGPD ?

12h45 **CLÔTURE DES TRAVAUX**  
Par **Mariya Gabriel**, commissaire européenne chargée de l'économie et de la société numériques (BG)

INTERVENANTS DE LA SESSION 1

**PRÉSIDÉE PAR**

**Paula Forteza**, députée des Français établis hors de France, co-présidente du groupe d'étude Internet et société numérique (FR)

**Francesca Bria**, directrice de l'innovation et des technologies numériques de la ville de Barcelone (IT)

**Coralie Héritier**, directrice générale d'IDnomic (FR)

**Valérie Peneau**, IGA, directrice du programme interministériel « identité numérique » (FR)

**Laszlo Toth**, directeur des Politiques publiques de la GSMA Europe (HU)

**Didier Trutt**, président-directeur général d'IN Groupe (FR)

ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

INTERVENANTS DE LA SESSION 2

**PRÉSIDÉE PAR**

**Constance Le Grip**, députée des Hauts-de-Seine, vice-présidente de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation (FR)

**Candice Dauge**, directrice du programme Identité numérique du Groupe La Poste (FR)

**Gwendal Le Grand**, directeur des technologies et de l'innovation de la CNIL (FR)

**Anne Le Hénanff**, ambassadrice Women4Cyber, maire-adjointe de la ville de Vannes en charge du numérique, vice-présidente de l'association Villes-Internet (FR)

**Othman Nasrou**, vice-président en charge du développement économique de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (FR)

**Marc Norlain**, directeur général d'ARIADNEXT (FR)

**Raul Rikk**, directeur des politiques de cybersécurité de la République d'Estonie (EE)

ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS



JEUDI 6 JUIN 2019

# MAÎTRISE DU RISQUE ET CYBER-ASSURANCE

## La gestion du risque : un enjeu de souveraineté

DÉBATS ANIMÉS PAR

Isabelle Fayolle, journaliste chez WOOP

14h30 ALLOCUTION  
Par **Rabbin des Bois**, hacker (FR)

14h45 SESSION 1  
**COMMENT APPRÉHENDER  
L'ÉMERGENCE DU NOUVEAU  
RISQUE CYBER ?**

- Transférer le risque cyber résiduel vers l'assurance : oui, mais comment ?
- Quel périmètre pertinent pour une couverture cyber bien dimensionnée ?
- Gestion du risque et exposition à la menace des entreprises : l'urgence d'une prise de conscience
- La cyber-assurance, ultime brique de la chaîne de protection et de prévention
- IoT, véhicule autonome, IA : les risques de demain peuvent-ils être couverts ?

16h15 PAUSE - NETWORKING

16h45 SESSION 2  
**ÉVALUER LE RISQUE CYBER : AVEC  
QUELS OUTILS OPÉRATIONNELS ?**

- Comment évaluer le risque numérique des entreprises ?
- Sécurité des données : vers un pilotage du risque numérique ?
- Protéger ses actifs, la première étape d'une transformation numérique ?
- Quelles méthodes adaptées pour les PME et les collectivités territoriales ?

18h15 CLÔTURE DE LA PARIS CYBER WEEK 2019  
Par **Jamie Shea**, ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN, conseiller stratégie de Garnault & Associés (UK)

INTERVENANTS DE LA SESSION 1

**PRÉSIDÉE PAR**

**Valéria Faure-Muntian**, députée de la Loire, co-présidente du groupe d'études « Assurance » (FR)

**Fabien Caparros**, chef de la division chargée des méthodes de management de la sécurité numérique de l'ANSSI (FR)  
**Alice Chérif**, vice-procureur, chef de la Section F1 du Parquet de Paris sur la lutte contre la cybercriminalité (FR)

**Christophe Delcamp**, directeur adjoint des assurances de dommages et responsabilité de la Fédération française des Assurances (FR)

**Jean-Philippe Pagès**, directeur de Bessé Industrie et Services (FR)

**Émilie Quema**, directrice des contrôles spécialisés et transversaux de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - APCR (FR)

**ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS**

INTERVENANTS DE LA SESSION 2

**PRÉSIDÉE PAR**

**Jean-François Husson**, sénateur de Meurthe-et-Moselle (FR)

**Maxime Cartan**, président de Citalid (FR)

**Jean Larroumets**, président d'EGERIE (FR)

**Jean-Michel Mis**, député de la Loire, auteur du rapport sur les usages des bloc-châînes (blockchains) et autres technologies de certification de registres (FR)

**Jérôme Notin**, directeur général de Cybermalveillance.gouv.fr (FR)

**Guillaume Savornin**, directeur général de CNPP (FR)

**ÉCHANGES AVEC LES PARTICIPANTS**

# SAVE THE DATE

**DU 19 AU 21 NOVEMBRE 2019**  
**RENNES - FRANCE**

PÔLE D'EXCELLENCE  
**CYBER**

PRÉSENTE LA 4<sup>ÈME</sup> ÉDITION DE LA

**EUROPEAN  
CYBER WEEK**

THE EUROPEAN CYBER DEFENCE AND CYBERSECURITY FORUM



**#EuroCyberWeek**

[www.european-cyber-week.eu](http://www.european-cyber-week.eu)



## Paris Cyber Week

# INVITÉS D'HONNEUR



**Mariya Gabriel**, commissaire européenne chargée de l'Économie et de la Société numériques

Mariya Gabriel est l'actuelle commissaire européenne à l'économie et à la société numériques. Elle a été vice-présidente du groupe PPE au Parlement européen de 2014 à 2017. Mariya Gabriel a été membre du Parlement européen, PPE / GERB (Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie) de 2009 à 2017. Depuis 2012, Mariya Gabriel a été vice-présidente d'EPP Women. Auparavant, elle a été secrétaire parlementaire des députés du parti politique GERB au sein du Groupe PPE en 2008-2009. Outre les activités du Collège, elle participe aux travaux préparatoires liés au marché unique numérique, à l'Union de l'énergie, à l'amélioration de la réglementation et les affaires interinstitutionnelles, au budget et aux ressources humaines, et à l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité. Ses responsabilités comprennent le lancement de propositions ambitieuses pour l'achèvement d'un marché unique numérique, le soutien au développement des industries créatives et d'une industrie européenne des médias et des contenus prospère, ainsi que d'autres activités visant à renforcer la capacité d'innovation de l'Europe. Elle est engagée dans la promotion des droits et de l'autonomisation des femmes.



**Cédric O**, secrétaire d'État chargé du Numérique

Homme politique français, Cédric O est né le 18 décembre 1982 à l'Arbresle (Rhône). Diplômé d'HEC en 2006, il rejoint la campagne de Dominique Strauss-Kahn pour la primaire du Parti socialiste. De 2007 à 2010, il travaille pour une PME spécialisée dans le conseil et la communication publique. En juillet 2010, il devient collaborateur de Pierre Moscovici auprès duquel il participera, en 2012, à la campagne pour l'élection présidentielle de François Hollande. De 2012 à 2014, il est conseiller du ministre de l'Économie et des Finances. Il travaille pour le groupe Safran entre 2014 et 2017, comme responsable de l'usine de futur (2014 - 2015) puis devient agent de maîtrise (2016 - 2017) au sein de l'usine de Gennevilliers pour Safran Aircraft Engine. Il est l'un des fondateurs d'En Marche, dont il est membre du bureau exécutif depuis sa création. En mai 2017, il est nommé conseiller conjoint au président de la République et au Premier ministre, chargé des participations publiques et de l'économie numérique. Le 31 mars 2019, il est nommé secrétaire d'État chargé du Numérique, auprès du ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, et du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin.



**Francesca Bria**, directrice des Technologies numériques et de l'Innovation de la ville de Barcelone

Directrice des technologies numériques et de l'innovation de la ville de Barcelone, Francesca Bria est professeure agrégée, chercheuse et conseillère experte des questions de Technologies et d'Innovation. Titulaire d'un doctorat en Innovation et en Entrepreneurat de l'Imperial College de Londres, elle détient également une maîtrise en Économie numérique de l'Université de Londres à Birbeck. Responsable du programme à Nesta, l'Agence britannique de l'innovation, Francesca Bria a dirigé le projet UE D-CENT, le plus grand projet européen sur la démocratie numérique et les monnaies numériques. Elle a également dirigé le projet DSI sur l'innovation sociale numérique en Europe en conseillant l'Union européenne sur les politiques d'innovation sociale numérique. Francesca Bria a enseigné dans plusieurs universités britanniques et italiennes. Elle a conseillé de nombreux gouvernements, les organisations publiques et privées ou mouvements sur la politique de technologie et d'innovation et son impact socio-économique. Francesca Bria est conseillère pour la Commission européenne sur la future politique d'Internet et d'innovation. Elle dirige le projet DECODE (<http://decodeproject.eu>) sur la souveraineté des données en Europe. Elle est professeure agrégée à l'ESADE Business School et professeure invitée à l'Institute for Innovation and Public Purpose de l'UCL de Londres. Francesca Bria a été répertoriée dans le Top 50 des femmes en technologie par le magazine Forbes et dans le top 20 des personnes les plus influentes dans le gouvernement numérique par apolitical. Elle a également été présentée dans le magazine italien Repubblica «D», parmi les 100 femmes changeant le monde.



**Lord Toby Harris of Haringey**, membre de la Chambre des Lords, membre du Joint Committee on the National Security Strategy - UK Parliament

Nommé pair à vie en juin 1998, Lord Toby Harris est président des Pairs travaillistes et membre de 2010 à 2014, et depuis 2016, du Comité interparlementaire sur la stratégie de sécurité nationale. Membre du comité spécial de la Chambre des Lords qui a fait un rapport sur la sécurité individuelle sur Internet en 2007, il est co-président du Groupe parlementaire multipartite sur les services de police et agent du Forum parlementaire sur l'Internet et les technologies des communications. Président de l'Office national des normes de commerce, Lord Toby Harris supervise depuis mai 2013 l'application de la loi en matière de protection des consommateurs. Il a été nommé président de l'Organisme de réglementation des collectes de fonds, chargé de superviser les collectes de fonds de bienfaisance, à compter de janvier 2019. Il est également le coordinateur britannique du Conseil de sécurité des infrastructures électriques et préside le groupe de référence indépendant de la National Crime Agency. Né en 1953 et diplômé de l'Université de Cambridge en 1975, Lord Toby Harris a commencé sa carrière à la Division de l'économie de la Banque d'Angleterre. À la suite de 7 années passées au Conseil des consommateurs d'électricité, dont il a été le directeur adjoint en 1983, il devient directeur de l'Association of Community Health Councils for England and Wales en 1987. Il y est resté jusqu'en octobre 1998, date à laquelle il a créé son propre bureau de consultants en affaires publiques, Toby Harris Associates, qui conseille un certain nombre de grands organismes des secteurs public et privé. Il est directeur non-exécutif de Cybersecurity Challenge UK, et d'un certain nombre d'autres entreprises. Membre de l'Assemblée de Londres de mai 2000 à juin 2004, où il a dirigé le Groupe travailliste, il a été le premier président de l'Autorité de la police métropolitaine (APM) et a continué d'y siéger jusqu'en 2012 en tant que représentant du ministre de l'Intérieur. Lord Harris a également supervisé la gestion des risques et la vérification, a été président par intérim du Comité de vérification du Service de police métropolitain et du Bureau du maire pour la police et le crime. De 1986 à 1993, il a été président du Comité des services sociaux de l'Association des administrations métropolitaines et a dirigé pour les administrations locales les négociations sur l'adoption de la Loi sur les soins communautaires et les enfants. Il a également été membre de l'Exécutif (puis vice-président) de l'Association des gouvernements locaux pendant plusieurs années. Il a également été membre de l'exécutif de l'Association des autorités policières de 2000 à 2006 et vice-président de 2006 à 2012. Il a présidé le Wembley National Stadium Trust de 1996 à 2018 et le Freedom Charity de 2009 à 2015. Il est président de l'Institute of Strategic Risk Management et a été le premier président de l'Institute of Commissioning Professionals. Il a été directeur non exécutif du London Ambulance Service, associé principal du Kings Fund et membre du Comité sur les effets médicaux des polluants atmosphériques. Lord Toby Harris a été président du National Trading Standards Board.



**Jarno Limnéll**, professeur de cybersécurité à l'Université d'Aalto

Professeur de cybersécurité à l'Université finlandaise d'Aalto, Jarno Limnéll est également professeur adjoint à l'Université de la défense nationale, à l'Université de Jyväskylä et à l'Université de technologie de Tampere. Il travaille les enjeux de sécurité depuis plus de 20 ans et a acquis une profonde compréhension des menaces mondiales, qu'il associe au courage de traiter les problèmes les plus complexes. Le professeur Limnéll a publié une liste de travaux qui balaient tout le spectre des questions de sécurité.



**Raul Rikk**, directeur de la politique nationale de cybersécurité de la République d'Estonie

Depuis 2019, Raul Rikk est le directeur de la politique nationale de cybersécurité et dirige l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et de la stratégie estoniennes en matière de cybersécurité. Il est notamment le fondateur du National Cyber Security Index (ncsi.Ega.ee). Auparavant, il a occupé le poste de directeur du Programme national de cybersécurité à l'Académie de la gouvernance en ligne et s'est engagé dans la société numérique, la gouvernance en ligne et le renforcement des capacités stratégiques en matière de cybersécurité dans de nombreux pays et programmes internationaux. Raul Rikk travaille dans le domaine de la défense nationale et de la sécurité depuis 1994. Il a été l'un des fondateurs du Centre d'excellence de la cybersécurité de l'OTAN à Tallinn, qu'il a dirigé dès sa création de 2004 à 2008. Il fait partie du groupe de travail sur la stratégie de cybersécurité de l'Estonie depuis le début de 2007. Raul Rikk est titulaire d'une maîtrise en sciences militaires de l'Université finlandaise de la Défense nationale et d'une maîtrise en gestion des technologies de l'information de l'Université de Tallinn. Il est également diplômé du US Army Command and General Staff College.



**Dr. Jamie Shea**, conseiller stratégie de Garnault & Associés, secrétaire général du Global Military Advisory Council on Climate Change

Directeur du département de stratégie et de sécurité de l'Université d'Exeter et conseiller stratégique de Garnault & Associés, Jamie Shea était jusqu'en septembre 2018 Secrétaire général adjoint de l'OTAN chargé des défis de sécurité émergents. Il avait notamment la charge de l'avancement des travaux stratégiques sur la non prolifération d'armes de destruction massive, la cyberdéfense, le contre-terrorisme et la sécurité énergétique. De 1980 à 2018, Jamie Shea a été membre du secrétariat international de l'OTAN où il a, notamment, occupé les fonctions de directeur de la planification des politiques au Bureau privé du secrétaire général, directeur de l'information et de la presse et de porte-parole. Il a ainsi supervisé l'analyse stratégique et les prévisions ainsi que le programme Science pour la paix et la sécurité de l'OTAN, qui développe et finance le renforcement des capacités et des projets technologiques avec les pays partenaires de l'OTAN partout dans le monde. Jamie Shea est également pleinement engagé au sein d'éminentes universités, notamment professeur au Collège d'Europe à Bruges, conférencier à l'Université du Sussex, professeur agrégé de relations internationales à l'Université américaine de Washington DC, où il occupe également le poste de directeur du programme d'études à l'étranger de Bruxelles, et de la Brussels School of International Studies de l'Université du Kent. Il donne également des conférences sur les affaires de sécurité de l'OTAN et de l'Europe, ainsi que sur la diplomatie publique, la communication politique et le lobbying. Il est titulaire d'un doctorat en histoire moderne de l'Université d'Oxford (Lincoln College), 1981. Parmi ses nombreux engagements, Jamie Shea est membre du conseil consultatif du Programme de sécurité et de défense de Chatham House, membre du Conseil des politiques du Forum économique mondial à Genève, fondateur et fiduciaire de Friends of Europe. Il est également senior fellow responsable des programmes de sécurité et de défense du think-tank Friends of Europe et senior advisor auprès du European Policy Centre.



Gatewatcher est l'éditeur du système de détection d'intrusions et de menaces avancées **Trackwatch®**. Cette solution a obtenu le Visa de Sécurité pour la Qualification Élémentaire délivré par l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) en avril 2019.

Gatewatcher accompagne les Opérateurs d'Importance Vitale (OIV) dans leur mise en conformité avec la Loi de Programmation Militaire (LPM), soutient les OSE (Opérateurs de Services Essentiels) dans le cadre de la directive européenne NIS. Nos solutions s'adressent également à toute entreprise, organisation ou institution souhaitant disposer d'une capacité de détection des menaces optimale.

Notre équipe pluridisciplinaire, composée d'experts en cybersécurité, réseau, chiffrement et machine learning, a mis au point une technologie unique et performante de détection des menaces avancées les plus élaborées.

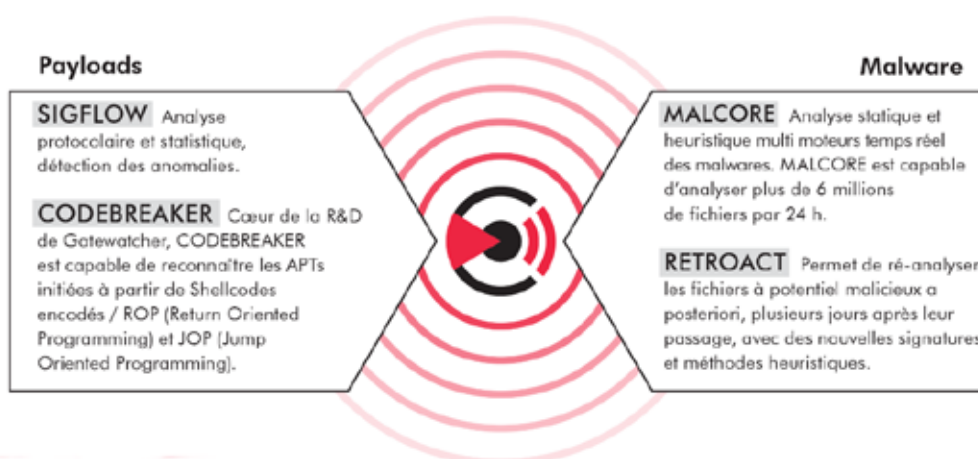


Le projet a été **initié en 2015** par Jacques de la Rivière, ingénieur ESIEA, et Philippe Gillet, expert en sécurité. Aujourd'hui, Gatewatcher réunit une **équipe d'experts en sécurité, système, réseau, chiffrement et machine learning**.

### Le système de détection Trackwatch®

La solution est construite autour d'une technologie unique, qui cible les comportements anormaux en effectuant une **analyse dynamique des signaux faibles à partir des flux réseaux**. Toujours au plus proche de l'innovation, **Gatewatcher s'auto-adapte aux menaces polymorphes**, garantissant ainsi une très forte pertinence face à l'évolution constante des menaces avancées.

Le système de détection se compose de **4 moteurs nouvelle génération** :





## Paris Cyber Week

# INTERVENANTS



**Aroua Biri**, ambassadrice de «Women in AI», présidente de FRCYBER

Docteure en cybersécurité de l'Institut Mines-Télécom et réserviste de l'Éducation Nationale, Aroua Biri travaille au sein de grands groupes du CAC 40 depuis plus de 11 ans. Elle a récemment créé FRCYBER, membre de Syntec Numérique et de France Digitale. Aroua Biri anime régulièrement des événements autour de de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle. Elle est également présidente du Centre de la Cybersécurité pour les Jeunes (CCJ).



**Général Olivier Bonnet de Paillerets**, commandant de la Cyberdéfense, ministère des Armées

Le général de division Olivier Bonnet de Paillerets est né le 6 février 1964 à Paris. Sa carrière est marquée par deux grands domaines : des responsabilités opérationnelles et le domaine du renseignement. Saint-cyrien de la promotion « Cadets de la France Libre » (1985-1988), il choisit l'arme de l'aviation légère de l'armée de Terre et se forme au combat aéromobile à la sortie de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Il sert pendant plusieurs années comme pilote d'hélicoptère. Les fonctions qu'il occupe par la suite le placent dans une certaine continuité au coeur de la planification et de la conduite des opérations. Son parcours est jalonné de multiples expériences opérationnelles, comme par exemple dans le Golfe Persique, en ex-Yougoslavie ou à Djibouti. Breveté de l'école de guerre en 2001, il a contribué à l'anticipation des nouvelles menaces et des crises au travers d'un parcours varié qui l'a conduit jusqu'à commander des opérations dans l'espace numérique. Par décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> septembre 2017, le général de division Bonnet de Paillerets est nommé officier général commandant de la cyberdéfense. Dans le cadre de ses fonctions il est assisté par le général de brigade aérienne Didier Tisseyre, adjoint au commandant de la cyberdéfense. Ses fonctions opérationnelles s'articulent autour de trois axes majeurs : la protection des systèmes d'information des armées, la posture permanente cyber de l'ensemble du ministère des Armées ainsi que la planification et la conduite d'opérations militaires dans l'espace numérique. Au-delà de ces responsabilités opérationnelles, il assure la cohérence du modèle de cyberdéfense du ministère des Armées et sa coordination générale. Le général de division Bonnet de Paillerets est officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre national du Mérite.



**Rabbin des Bois**, hacker

Hacker, auteur et étudiant, Rabbin des Bois s'est fait connaître en identifiant une faille majeure sur le site de la prestigieuse école Sciences-po Paris. C'est à la suite de ce premier bugbounty individuel que Rabbin des Bois s'est adressé au grand public via les médias, comme Kombini. Il porte auprès de la jeune génération les opportunités offertes par le numérique mais également les menaces auxquelles elle s'expose sur les réseaux.



**Éric Bothorel**, député des Côtes-d'Armor, co-président du groupe d'études Économie de la donnée, de la connaissance et de l'intelligence artificielle

Député des Côtes-d'Armor, Éric Bothorel est membre de la commission des Affaires économiques et de la commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale. Successivement cadre commercial et directeur qualité pour des sociétés de service et distribution informatique dans les années 90 (Infopoint, General Electric), il est à l'origine d'un premier rapport d'information sur la couverture très haut débit du territoire et d'un deuxième rapport sur le marché unique numérique. Son troisième rapport d'information, sur la fiscalité des activités numériques, est paru fin novembre 2018. Éric Bothorel a également participé aux travaux de la mission parlementaire sur la blockchain et fut désigné co-président du groupe d'études sur l'Économie numérique de la donnée, de la connaissance et de l'intelligence artificielle. Conseiller général des Côtes-d'Armor de 2011 à 2015, Éric Bothorel est alors en charge du développement des usages du numérique et a accompagné le projet de libéralisation des données qui donna naissance au portail mutualisé Datarmor. Il est par ailleurs administrateur du tiers lieu de Saint Briec (La Matrice), espace de coworking et initiateur de plusieurs sessions de Hackathon, startup week-end et conférences TedX. La Matrice est partenaire de l'école de code Armor Code. Éric Bothorel est également réserviste de la cyberdéfense opérationnelle depuis octobre 2016 et membre de la CyberTaskForce.



**Catherine Brun**, secrétaire générale et directrice du domaine stratégie affaires publiques et territoires de GRTgaz

Catherine Brun est diplômée de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (ENSAE). En 1987, elle rejoint la direction commerciale du groupe Gaz de France puis met en place la fonction de directrice marketing sur le segment des grands comptes européens, poste qu'elle occupe jusqu'en 2007. Elle poursuit sa carrière dans le domaine des systèmes d'information où elle occupe divers postes de CIO. En 2014, elle quitte la fonction de directrice des systèmes d'information de la filiale Exploration Production International de GDF SUEZ pour rejoindre GRTgaz comme Directrice Commerciale, puis Secrétaire Générale en Juillet 2018. Au 1er septembre 2018, elle prend également la fonction de Directrice du domaine Stratégie Affaires Publiques et Territoires.



**Fabien Caparros**, chef de la division chargé des méthodes de management de la sécurité numérique à l'ANSSI

Le capitaine de frégate Fabien Caparros est le chef de la division « méthodes de management de la sécurité numérique » au sein de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Son expérience opérationnelle d'officier de marine et ses compétences d'ingénieur en cybersécurité l'ont amené à s'intéresser tout particulièrement aux problématiques de gestion des risques cyber et au traitement des crises cyber. Sa division fait référence dans ces domaines et propose un corpus doctrinal et méthodologique de haut niveau au profit des entreprises et des administrations. Fabien Caparros est ingénieur de l'École navale. Il est également diplômé d'un mastère spécialisé en réseau et télécommunication militaire et d'un Global Executive MBA de l'école de commerce KEDGE Business School.



**Maxime Cartan**, président de Citalid Cybersécurité

Maxime Cartan est le Président de Citalid Cybersécurité, start-up qu'il a co-fondée fin 2017. Membre de la CyberTaskForce et doublement primée aux Assises de la Sécurité 2018, Citalid propose une plateforme innovante d'analyse et de quantification des risques cyber. Auparavant, Maxime Cartan travaillait au centre opérationnel de l'ANSSI en tant que spécialiste des cybermenaces. Ingénieur en sécurité informatique offensive de l'École Centrale Paris et diplômé de l'ESSEC, il avait auparavant eu une première expérience comme associé d'une start-up d'analyse géopolitique prédictive.



**Alice Chérif**, vice-procureur, pôle cybercriminalité du Parquet de Paris

Vice-procureur et dirigeante du pôle cybercriminalité « section F1 » du parquet de Paris, Alice Chérif a exercé diverses responsabilités en tant que magistrate. Diplômée de l'École Nationale de la Magistrature après cinq ans de droit, Alice Chérif débute sa carrière en 2008 comme substitut du procureur au tribunal d'Evry, notamment en charge de la lutte contre la délinquance juvénile. En 2012, elle devient substitut du procureur au Tribunal de Grande Instance de Paris et prend la direction du nouveau pôle cybercriminalité ou « section F1 » créé en 2014 par le parquet de Paris à sa création. Ce pôle constitue une des huit « juridictions inter-régionales spécialisées » (JIRS) du parquet de Paris. Le rôle de ces JIRS est de traiter les affaires relatives aux domaines de la criminalité organisée, de la délinquance financière et plus globalement toute affaire dont la complexité nécessite des investigations importantes. Le pôle cybercriminalité que dirige Alice Chérif dispose ainsi depuis 2016 d'une compétence nationale dès lors qu'un dossier revêt une complexité, une sensibilité particulière ou une dimension internationale, et s'occupe principalement de la lutte contre les infractions financières dans les systèmes informatiques des entreprises.



**Candice Dauge**, directrice du programme Identité numérique du Groupe La Poste

Forte d'un parcours en sciences politiques, Candice a toujours évolué dans les sphères alliant politiques publiques et innovations technologiques. Ayant pour objectif de simplifier la vie des Français, elle a notamment dirigé une start-up de cartographie pour les collectivités locales avant de mettre son expertise au service de grands groupes en tant qu'indépendante. Elle a rejoint le Groupe La Poste en 2017 pour diriger le programme Identité Numérique.



**Franck DeCloquement**, professeur à l'IRIS

Praticien et expert en intelligence stratégique, Franck DeCloquement est professeur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) au sein du MBA « Géoéconomie et Intelligence Stratégique ». Il y enseigne l'intelligence économique, les stratégies d'influence, l'émergence des nouvelles menaces Cyber ainsi que l'impact des ingérences extérieures des actions d'espionnage dans la sphère économique. Franck DeCloquement est membre de la CyberTaskForce et membre fondateur du Cercle K2 où il pilote le groupe influence. Ancien de l'École de Guerre Economique de Paris, il est en outre le co-auteur du «Petit traité d'attaques subversives contre les entreprises», paru en 2010 aux éditions CHIRON.



**Christophe Delcamp**, directeur adjoint des assurances de biens et responsabilité de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFA)

Directeur adjoint des assurances de biens et responsabilité, Christophe Delcamp a rejoint la Fédération française des sociétés d'assurances en 2012. Directeur des marchés chez Gras Savoye la même année, il était depuis 2009 directeur du segment TPE-PME chez AIG (ex Chartis France). Responsable du pilotage des branches dommages aux biens et flottes automobiles d'Axa Entreprises au sein de la direction technique d'Axa France de 2006 à 2010, Christophe Delcamp a créé le département PME dédié au réseau courtage chez Axa entreprises Ile-de-France, avant de devenir responsable du marché des PME pour le réseau des agents généraux jusqu'en 2006. Inspecteur risques d'entreprises à l'Union des Assurances de Paris de 1992 à 1995, il rejoint UAP International et devient ensuite responsable en charge du suivi de comptes internationaux chez Axa Global Risk, une des filiales du groupe d'assurance Axa.



**Catherine Edwige**, commissaire de la Commission de régulation de l'énergie

Titulaire du diplôme de l'INSA de Lyon, Catherine Edwige a fait toute sa carrière professionnelle dans le secteur de la distribution de l'énergie. Son expertise sur les sujets de l'électricité et du gaz se double d'une grande expérience des collectivités territoriales, en particulier de celles des zones insulaires. Ancienne membre du comité exécutif de GRDF où elle a été nommée en 2008, elle est la directrice des régions Rhône-Alpes, Bourgogne et Méditerranée depuis 2011. De 2008 à 2011, elle occupe la fonction de directrice du processus métier. Elle contribue ainsi à la création de la filiale distribution de GDF SUEZ sur les sujets de management et de pilotage des métiers. De 2004 à 2007, elle dirige la région Méditerranée où elle assure la préparation de l'ouverture des marchés et conduit la transformation du distributeur dans cette région. Au centre GDF-EDF des services de Cannes, dont elle est la directrice entre 2000 et 2004, elle gère un centre de distribution d'électricité et de gaz qui assure les services pour 300 000 clients en électricité et 200 000 en gaz. C'est en tant que chef de service de production d'EDF de la Guadeloupe, de 1998 à 2000, qu'elle a acquis une expérience notable sur les sujets de production d'électricité aux meilleures conditions de prix sur les territoires insulaires, c'est-à-dire les zones non interconnectées. Elle a été nommée commissaire de la CRE sur la proposition du ministre chargé de l'outre-mer pour une durée de 6 ans. Par ailleurs elle a été membre du premier Datathon que la CRE a organisé récemment avec l'ARAFER, dont Cédric Villani présidait le Jury.



**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**, directeur du Centre Énergie de l'IFRI

Auparavant, il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, où il a notamment été en charge de la Russie et de l'Afrique subsaharienne, s'occupant plus particulièrement des analyses gaz et pétrole sur ces zones et des relations institutionnelles. Marc-Antoine Eyl-Mazzega a également travaillé à la Fondation Robert Schuman, où il a animé un observatoire sur l'Ukraine. Ayant la double nationalité française et allemande, il est docteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.



**Valéria Faure-Muntian**, députée de la Loire, co-présidente du groupe d'études «Assurance»

Députée de la Loire, Valéria Faure-Muntian est secrétaire de la commission des Affaires économiques et co-présidente du groupe d'étude sur l'Assurance. Présidente du Groupe d'amitié parlementaire France-Ukraine, au sein duquel elle conduit avec son équipe des réflexions et stratégies diplomatiques, elle est également vice-présidente du groupe d'amitié France-Croatie. Son engagement sur les enjeux internationaux se prolonge en tant que membre de l'Assemblée parlementaire de la coopération économique de la mer Noire et de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. À l'Assemblée nationale, Valéria Faure-Muntian fait partie des parlementaires engagés sur les enjeux numériques au sein des groupes d'études Cyber-sécurité et souveraineté numérique, Startup et PME, Economie numérique de la Donnée, de la connaissance et de l'Intelligence artificielle et Entrepreneuriat au féminin. Elle est par ailleurs membre de la CyberTaskForce ainsi que du Forum mondial Women Political Leaders (WPL). En février 2018, elle est chargée par le Premier ministre d'une mission temporaire auprès de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire sur les données géographiques souveraines. En février 2018, elle est nommée membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST). Valéria Faure-Muntian a par ailleurs été associée à la mission gouvernementale IA confiée à Cédric Villani. Née en Ukraine, Valéria Faure-Muntian émigre en France avec sa famille en 1998. Elle obtient son baccalauréat STT option comptabilité-gestion en 2002. À l'âge de 21 ans, elle est naturalisée et ne conserve que sa nationalité française. Elle rejoint ensuite la faculté de Droit de l'Université de Franche Comté puis obtient un BTS banque assurance en 2007 de CFA Banque de Strasbourg. Elle occupe successivement des postes auprès de la Société Générale, EDF, Auxiliaire Vie BTP (filiale de la SMABTP) jusqu'en 2012 et intègre finalement la société d'assurance mutuelle française Groupama, en tant que chargée de clientèle de 2013 à 2017.



CYBERSÉCURITÉ  
IDENTITÉ NUMÉRIQUE  
CLOUD  
OBJETS CONNECTÉS  
MOBILITÉ  
INDUSTRIE 4.0



[WWW.IDNOMIC.COM](http://WWW.IDNOMIC.COM)



**Paula Forteza**, députée des Français établis hors de France, co-présidente du groupe d'étude « internet et société numérique », rapporteure de la mission sur les Technologies quantiques

Agée de 32 ans, Paula Forteza est née à Paris de parents argentins, mais a passé plus de 20 ans de sa vie en Amérique Latine. Après plusieurs expériences au sein du gouvernement de la ville de Buenos Aires, de l'administration française, à Etalab, ou encore dans l'entrepreneuriat, elle souhaite avant tout mettre le numérique, la transparence et la participation citoyenne au cœur du débat politique en France. Parmi ces autres sujets de prédilection : l'économie et les affaires étrangères notamment en lien avec sa circonscription. Depuis le début de la mandature, Paula Forteza s'est notamment impliquée dans le projet de loi de moralisation de la vie politique, la transposition du RGPD sur la protection des données personnelles, ainsi que dans le projet de réforme de l'Assemblée Nationale. Elle a également contribué à faire avancer le débat public sur de nombreux autres sujets liés au numérique tels que la lutte contre les Fake News, la haine en ligne et la diffusion de contenus illicites, la gouvernance du net, l'inclusion numérique, la régulation et la fiscalité des géants du web. En avril 2019, Paula Forteza a été mandatée par le Premier ministre pour une mission de quatre mois sur les technologies quantiques.



**Antoine Guillou**, directeur énergies renouvelables, réseaux et marché de l'UFE

Antoine Guillou est Directeur Energies renouvelables, Réseaux et Marchés à l'Union Française de l'Electricité (UFE), où il est notamment en charges des sujets relatifs au développement des énergies renouvelables, au design des marchés de l'électricité et à l'évolution du rôle des réseaux dans le contexte de la transition énergétique. Avant de rejoindre l'UFE en 2016, il travaillait à la Commission de Régulation de l'Energie, au sein du département Interconnexions et Affaires Européennes. Antoine Guillou est ingénieur diplômé de l'ENSTA ParisTech, titulaire d'un Master en économie de l'Imperial College London et d'un Master en affaires publiques de Sciences Po Paris.



**Éric Hazane**, membre de la chaire Saint-Cyr de cybersécurité et de cyberdéfense, co-pilote du groupe cybersécurité du Hub France IA

Membre de la chaire Saint-Cyr de cyberdéfense et de cybersécurité depuis 2012, co-animateur avec Thierry Berthier du groupe cybersécurité du Hub France IA, Eric Hazane intervient régulièrement au cours de conférences et de colloques. Ses travaux de recherche personnels l'ont conduit à écrire un certain nombre d'articles publiés (DSI, Politique étrangère, FRS, ...) et à participer à des ouvrages collectifs ayant trait aux conflictualités dans le cyberspace ainsi qu'aux bouleversements qu'entraîne la mutation numérique de la société. Il a cofondé en 2014 le webzine EchoRadar dédié à la stratégie, aux technologies et à l'innovation.



**Coralie Héritier**, directrice générale d'IDnomic

Coralie Héritier est à la tête d'IDnomic depuis 2015, après avoir accompagné le développement de l'entreprise pendant plus de 10 ans en tant que membre du Comité de Direction. Elle a plus de 20 ans d'expérience en gestion d'entreprises innovantes dans le domaine du numérique et des nouvelles technologies. Elle participe activement aux instances de gouvernance d'associations et à des groupements professionnels de la cybersécurité, de l'innovation et de la confiance, parmi lesquelles la CyberTaskForce, Hexatrust et l'IRT SystemX. Coralie Héritier est diplômée de l'Institut Supérieur du Commerce et titulaire d'un Master « Dirigeant Manager Opérationnel des Entreprises ».



**Rogier Holla**, chef adjoint d'unité du CERT-EU, Commission européenne

Chef adjoint d'unité du CERT-EU, le CERT des institutions, organes et agences de l'Union européenne, Rogier Holla a exercé plusieurs fonctions au sein de la Commission européenne en lien avec les problématiques de cyber sécurité, de lutte contre la cybercriminalité et des télécommunications. Avant de rejoindre la Commission, il était maître de conférences en droit international et relations internationales aux États-Unis et aux Pays-Bas, Fulbright Fellow au MIT et à l'université de Harvard ainsi que consultant dans le domaine du droit et des transformations liées aux technologies.



**Jean-François Husson**, sénateur de Meurthe-et-Moselle, vice-président de la commission des Finances

Né le 17 avril 1961, Jean-François Husson est marié et père de deux enfants qui sont étudiants. Agent général d'assurances de profession, Jean-François Husson a débuté sa carrière politique en tant que conseiller général de la Meurthe-et-Moselle entre 1998 et 2011. En 2001, il devient conseiller municipal de Nancy et vice-président de la communauté urbaine du Grand Nancy. C'est au cours de l'année 2014 qu'il prend la vice-présidence de la délégation à l'économie, l'énergie, le développement durable et aux partenariats territoriaux. Fonction qu'il occupera jusqu'en 2017. Élu sénateur de la Meurthe-et-Moselle en 2011, Jean-François Husson a d'abord été membre de la délégation sénatoriale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, puis depuis le renouvellement de 2014, membre de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation. En 2012, il a fait partie de la mission commune d'information parlementaire sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement. En 2013 et 2014, il a été membre de la mission commune d'information sur les rythmes scolaires. Membre de la commission des Affaires sociales de 2011 à 2014, il est, depuis cette date, membre de la commission des Finances, dont il assure la fonction de vice-président depuis 2017, et de rapporteur spécial des missions « Ecologie, développement et mobilités durables ». Il a présidé en 2015, la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air. Il préside également le groupe interparlementaire d'amitié France-Finlande. En septembre 2017, il est réélu sénateur pour un second mandat. Il a depuis assuré la Présidence de la Commission spéciale relative à la loi pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC) et a été l'un des rapporteurs du projet de loi PACTE, notamment le volet des privatisations. Au titre de son mandat de sénateur, il a été nommé par le président du Sénat membre du comité pour l'économie verte, membre de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz, membre du Conseil National de la Transition Ecologique (CNTE) et membre du Conseil National de l'Air. D'autre part, Jean-François Husson a été jusqu'en 2017 président du SCotSud54 (Schéma de Cohérence Territoriale), qui a été approuvé le 14 décembre 2013. Depuis juin 2014, il préside l'agence de développement des territoires Nancy Sud Lorraine, SCALEN. Il assure également la présidence de l'ALEC Nancy Grands territoires - Agence Locale de l'Énergie et du Climat - ainsi que celle d'ATMO Grand Est - association à but non lucratif agréée par le Ministère chargé de l'environnement, en charge de la surveillance de la qualité de l'air dans la région Grand Est.



**Cyril Kabbara**, co-fondateur de Shark Robotics

Co-fondateur avec Jean-Jacques Topalian de la Start-up Shark, Cyril Kabbara en est le directeur du développement. Diplômé de l'École de guerre et spécialiste de l'industrie de défense, il a passé neuf ans au sein du Ministère des Armées où il a exercé plusieurs fonctions dans le domaine du renseignement. Son association avec Jean-Jacques Topalian, ingénieur en robotique spécialisé en mécatronique et concepteur des robots pompiers en France, a permis le lancement de COLOSSUS, le robot pompier qui a participé à la maîtrise de l'incendie de Notre-Dame de Paris.



**François-Pierre Lani**, avocat, expert des questions de normalisation et d'IA

Avocat Associé du Cabinet Derriennic Associés depuis plus de 20 ans, François-Pierre Lani est un spécialiste reconnu en droit de l'informatique et des technologies nouvelles. François-Pierre Lani a été pendant plus de dix ans juriste et directeur juridique au sein de différentes directions juridiques, dont celles d'acteurs majeurs tels qu'AXA, SLIGOS (ATOS) et le groupe ELF AQUITAINE. François-Pierre LANI co-dirige avec l'AFNOR des ateliers sur la contractualisation de l'IA afin de définir les bonnes pratiques des contrats du futur.



**Jacques de La Rivière**, président de Gatewatcher

Président et co-fondateur de Gatewatcher, ingénieur à l'ESIEA, Jacques de La Rivière a plus de 10 ans d'expérience dans le développement et la commercialisation de projets et services innovants. En 2015, il s'associe à Philippe Gillet pour créer Gatewatcher, éditeur de logiciels de sécurité numérique. Membre de la CyberTaskForce, Gatewatcher s'adresse en premier lieu aux Opérateurs d'Importance Vitale identifiés par la LPM 2014-2019 et équipe les principales banques françaises en France et à l'international.



**Jean Larroumets**, président-directeur général d'EGERIE

Président-Directeur général d'EGERIE, Jean Larroumets en est également le co-fondateur. Ingénieur INPG (1999), il réalise l'ensemble de sa carrière dans le domaine de la cybersécurité dont il connaît parfaitement les rouages techniques, organisationnels, normatifs et réglementaires. Co-Fondateur du cabinet d'expertise cybersécurité FIDENS, il a accompagné les grandes entreprises et administrations à la prise en compte du risque cyber et à la mise en œuvre de leur système de management de cybersécurité. Président du Clusir Toulon, Jean Larroumets est membre fondateur du Club EBIOS et l'un des premiers auditeurs français certifié Lead Auditor ISO27001, formateur agréé sur l'ensemble des normes ISO2700x. Depuis janvier 2016, il dirige EGERIE Software, premier éditeur français de solutions de pilotage et gouvernance de cybersécurité par la gestion des risques cyber et privacy. EGERIE Software est labellisée France CYBERSECURITY, membre de la CyberTaskForce et membre de l'alliance HEXATRUST depuis 2016.



**Gwendal Le Grand**, directeur des Technologies et de l'Innovation de la CNIL

Directeur des technologies et de l'innovation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), Gwendal Le Grand supervise le service de l'expertise technologique, le pôle innovation et prospective, le laboratoire d'innovation numérique (LINC), le service de l'informatique interne et le pôle transformation numérique. Il est coordinateur du sous-groupe technologie de l'EDPB (le groupe des CNIL européennes), est officier de liaison de l'EDPB vers l'ISO/IEC JTC1/SC27/WG5 qui développe les normes internationales dans le domaine de la protection des données et représente l'EDPB au Permanent Stakeholder Group de l'Agence européenne de cybersécurité (ENISA). Avant de rejoindre la CNIL, Gwendal Le Grand était Maître de conférences à Télécom Paristech. Il est titulaire d'un doctorat en informatique de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris), obtenu en 2001. Gwendal Le Grand est membre de la CyberTaskForce.



**Véronique Legrand**, professeur titulaire chaire de sécurité informatique au CNAM Paris

Véronique Legrand est Professeur titulaire de la chaire de sécurité informatique du Cnam, co-directrice de l'EE SD (Sécurité Défense du Cnam), membre associé du Laboratoire CEDRIC. Docteur en informatique de l'INSA de Lyon, habilitée à diriger des recherches en section 27, elle mène ses activités de recherche sur la modélisation des connaissances expertes en réseaux, les algorithmes d'apprentissage supervisés appliqués à l'exploration des logs. Elle est l'auteur d'environ une trentaine d'articles sur le champ de la sécurité informatique, dont une dizaine de revues ou de conférences internationales. Elle est également à l'origine de 2 brevets, dont l'un est actuellement exploité, visant la surveillance via les journaux d'événements de sécurité, l'un à base de réseaux bayésiens. Elle s'intéresse à la compréhension sémantique des données de sécurité. Après une carrière de consultant en sécurité informatique, elle s'est engagée dès 2001 dans la recherche académique en tant que Professeur Associé au sein du département Télécom de l'INSA de LYON, elle y a enseigné la conception d'infrastructures de sécurité (DMZ, PKI, WIFI, ...), le management des risques, la supervision du système d'information, elle a débuté ses travaux de recherche sur les protocoles de cryptographie à clé publique. Avec les outils de l'IA pour nous permettre de redonner un sens aux métiers de l'analyse de sécurité.

**« Cette année, 7 entreprises sur 10 subiront une cyberattaque critique, et seulement 1 sur 10 y sera préparée grâce à une cartographie des risques fiable. »**



**EGERIE**  
INTEGRATED CYBERRISK MANAGEMENT

**Avec EGERIE, plate-forme n° 1 de cyber-risk management : pilotez votre cybersécurité avec agilité et intelligence.**



**Gérez vos cyber-risques, vos plans d'actions et activités de sécurité, et créez des indicateurs de pilotage sur une plate-forme unique.**

**[www.egerie-software.com](http://www.egerie-software.com)**



**Constance Le Grip**, députée des Hauts-de-Seine, vice-présidente de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation

Députée (LR) des Hauts-de-Seine, Constance Le Grip est vice-présidente de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, membre de la commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale. Avec le député Eric Bothorel (LREM), elle est l'auteur d'un rapport d'information intitulé « Libérer le potentiel de croissance du numérique en Europe ». Constance Le Grip a notamment participé aux travaux de la mission d'information « une nouvelle régulation de la communauté audiovisuelle à l'heure du numérique » et « l'École dans la société du numérique ». Vice-présidente du Groupe d'étude Economie numérique de la donnée, de la connaissance et de l'Intelligence artificielle, Constance Le Grip est secrétaire du Groupe d'étude Cybersécurité et souveraineté numérique. Enfin, elle est membre du Groupe d'étude Internet et société numérique. En février 2019, elle est nommée membre du Conseil National du Numérique (CNNUM) et participe régulièrement aux travaux de la CyberTaskForce. Constance Le Grip débute sa carrière aux côtés d'Alain Lamassoure à l'Assemblée nationale puis au Parlement européen. Elle le suivra lors de ses fonctions de ministre délégué aux Affaires européennes (1993-1995) et ministre délégué au Budget, Porte-parole du gouvernement (1995-1997). Elle poursuit son parcours professionnel avec Nicolas Sarkozy de 2002 à 2007, alors ministre dans plusieurs Gouvernements et président du Conseil général des Hauts-de-Seine. Lorsqu'il est élu président de la République en 2007, Constance Le Grip devient conseillère technique à la Présidence de la République, en charge des relations avec les membres de l'Assemblée nationale et du Parlement européen. Constance Le Grip a été, entre 2010 et 2017 députée européenne, vice-présidente de la commission des Affaires constitutionnelles au Parlement européen (2010-2014). Vice-présidente de la délégation française du PPE, elle a également siégé dans la commission des Affaires juridiques. Le 18 juin 2017 (XVème législature), elle est élue députée de la 6ème circonscription des Hauts-de-Seine, qui comprend les villes de Neuilly-sur-Seine, Puteaux et le canton sud de Courbevoie. Constance Le Grip est diplômée de l'IEP de Strasbourg et titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en Etudes Politiques, délivré par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP).



**Anne Le Henanff**, maire-adjointe de la ville de Vannes, vice-présidente de Villes-internet, ambassadrice de Women4Cyber

Chef d'entreprise dans le conseil et la communication, Anne Le Hénanff est maire-adjointe de Vannes en charge du numérique, des Systèmes d'informations et de la communication depuis 2008 et conseillère communautaire de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération. Particulièrement engagée sur les enjeux de la transformation numérique, elle est directrice du Cyber West Challenge, membre fondatrice de Women4Cyber, correspondant Défense de la ville de Vannes depuis 2014 et auditrice IHEDN depuis 2014 (session régionale Caen/Rennes). Membre du Conseil départemental de l'ONAC 56 et élue du Comité Syndical Mégalis Bretagne de 2008 à 2014 et depuis début 2017, Anne Le Hénanff est réserviste citoyenne Cyber depuis 2015. Elle est également vice-présidente de l'association nationale Villes-Internet et membre de la CyberTaskForce.



**Inès Leonarduzzi**, présidente-directrice générale de Digital For The Planet

Inès Leonarduzzi est CEO de Digital For The Planet, membre du directoire de l'Institut des Transitions et membre associée de l'Institut National de l'Économie Circulaire. Elle est à l'initiative de la notion d'écologie numérique et développe cette notion avec chercheurs et technologues. Par le passé consultante pour de grands groupes (LVMH, Kering, Tesla...), elle enseigne en écoles et universités la stratégie d'innovation durable et intervient régulièrement au gouvernement en qualité de consultante sur la question de la donnée, la souveraineté citoyenne et de la transition numérique et énergétique. Elle officie également au conseil d'administration de plusieurs entreprises et fondations, comme Somfy, EkWateur ou encore ChainOps.



**Geoffroy Maillard**, directeur général de Purecontrol

Directeur général de Purecontrol, Geoffroy Maillard est le co-fondateur de cette start-up qui développe une solution destinée à la gestion intelligente des systèmes de régulation des chauffages, climatisations ou procédés industriels afin d'en améliorer l'efficacité de 10 années d'expériences professionnelles, dont 5 à la direction commerciale d'un groupe à très forte croissance, il centralise la partie commerciale et marketing.



**Émile Meunier**, avocat, expert des questions écologiques

Avocat au barreau de Paris, Emile Meunier a démarré sa carrière en 2009 dans un cabinet d'avocats d'affaires Latham & Watkins LLP, puis chez Reed Smith où il y a acquis une solide expérience en conseil et en contentieux des affaires. Collaborateur à l'Assemblée nationale à partir de 2013, il y a développé une maîtrise de la procédure législative, des enjeux politiques et des relations presse. Auprès du groupe écologiste, Émile Meunier a participé à l'avancée des dossiers et des lois liés à la transition énergétique, à l'économie circulaire, l'ESS, la consommation et la mobilité. En 2015, il a co-fondé une association, HOP // Halte à l'Obsolescence Programmée, qui oeuvre à la promotion des biens durables et réparables. En 2017, il organise l'European Startup Prize for mobility, premier prix européen public-privé qui accompagne les startups de la mobilité durable dans leur développement européen. Son cabinet est au carrefour de ces différentes expériences. Il se veut un accélérateur de la transition en mettant le droit et la politique au service de l'écologie et de l'Humain.



**Jean-Michel Mis**, député de la Loire, vice-président du groupe d'étude Cybersécurité et souveraineté numérique, auteur du rapport sur les usages des bloc-chânes

Membre de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, Jean-Michel Mis a été co-rapporteur de la mission d'information sur les blockchains, vice-président des groupes d'études « Cyber sécurité et souveraineté numérique », « santé et numérique » et membre du groupe d'études « Économie numérique de la donnée, de la connaissance et de l'intelligence artificielle ». Il est membre du Conseil national du numérique. Il est auditeur de la première session nationale souveraineté numérique et cyber sécurité de l'INHESJ (Institut national des hautes études de la Sécurité et de la Justice) et de l'IHEDN (Institut des hautes études de Défense nationale). Il est membre de l'Assemblée parlementaire franco-allemande. Jean-Michel Mis est aussi Colonel de la réserve citoyenne de la gendarmerie. Jean-Michel Mis est titulaire d'une maîtrise en droit privé. Il a travaillé en qualité d'attaché parlementaire au Parlement européen et à l'Assemblée nationale, mais aussi comme conseiller financier et conseiller en gestion de trésorerie.



**Paul Molac**, député du morbihan, membre de la commission des Lois

Né à Ploërmel dans le centre Bretagne, agriculteur puis enseignant d'histoire-géographie, Paul Molac a été élu député pour son premier mandat en 2012 et conseiller régional de Bretagne en 2015. C'est un homme de conviction engagé pour sa région et pour la transition écologique. Plusieurs incubateurs d'entreprises du numérique sont implantés sur sa circonscription, ce qui en fait un exemple des opportunités et défis que représente l'Internet comme enjeu énergétique et support pour des projets locaux et d'économie circulaire.



**Othman Nasrou**, conseiller régional d'Ile-de-France, président du groupe LRI, vice-président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines chargé du développement économique

Conseiller régional d'Ile-de-France, Othman Nasrou est actuellement président du groupe LRI où il représente 81 élus de la majorité. Engagé localement dans les Yvelines, il dirige l'opposition municipale de la ville de Trappes et est très investi à la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines dont il a été élu vice-président en charge du développement économique. Président de la pépinière d'entreprises Promopole, il en a assuré le redressement financier en quelques années et s'intéresse de près aux projets d'innovation technologique sur des domaines comme l'intelligence artificielle, les transports autonomes, ou la cybersécurité.



**Marc Norlain**, directeur général d'ARIADNEXT

Après des études de statistiques à l'ENSAE, Marc Norlain a travaillé au département recherche et développement d'un constructeur automobile français avant de rejoindre SFR. En tant que Manager au département informatique, il travaille avec ses équipes à la mise en place d'un système de détection de la fraude. Il cherche alors une solution pour sécuriser les souscriptions en points de vente et décide de créer ARIADNEXT avec cette idée. Marc Norlain manage aujourd'hui les équipes Recherche et Développement d'ARIADNEXT. Créatif et visionnaire, il travaille sur les réponses aux problématiques de demain, notamment celles liées à l'identité Numérique.



**Jérôme Notin**, directeur général de Cybermalveillance.gouv.fr

Directeur général de Cybermalveillance.gouv.fr, Jérôme Notin travaille depuis 20 dans le domaine de la sécurité numérique. Après un début de carrière dans des entreprises privées liées à la cybersécurité et au logiciel libre, il rejoint l'ANSSI en 2016 comme préfigurateur du dispositif d'assistance aux victimes d'actes de Cybermalveillance. À la création du Groupement d'Intérêt Public qui porte le dispositif en mars 2017, il en prend la direction.



**Matthieu Orphelin**, député du Maine et Loire, co-fondateur du collectif « Accélérons la transition »

Diplômé de l'École Centrale de Nantes et titulaire d'un doctorat en énergie de l'École des Mines de Paris, Matthieu Orphelin a fait l'essentiel de sa carrière à l'ADEME depuis 2000. Il fut par ailleurs de 2010 à 2015, vice-président du Conseil Régional des Pays-de-la-Loire, président de la commission de l'Éducation et de l'Apprentissage. De 2012 à 2015, Matthieu Orphelin est le porte-parole de la Fondation Nicolas HULOT avant de revenir à l'ADEME dont il devient directeur économie circulaire et déchets entre 2016 et 2017. Élu député de la 1ère circonscription de Maine-et-Loire en juin 2017, il est membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.



**Jean-Philippe Pagès**, directeur de Bessé Industrie et Services

Jean-Philippe Pagès a intégré en janvier 2014 le Comité de Direction de Bessé, Conseil en Assurances, dont il dirige le Pôle Industrie & Services. Au titre de ses missions transverses, il est en charge de l'activité du groupe en conseil Cyber assurance et a piloté la rédaction de l'enquête de Bessé réalisée conjointement avec PwC, « Les dirigeants d'ETI face à la menace Cyber » publiée en mars 2018. Avant de rejoindre Bessé, Jean-Philippe Pagès a exercé différentes responsabilités au sein de Groupes Internationaux, toutes dans l'univers de l'Assurance des Grands Risques industriels en France et à l'International. Il a ainsi été successivement Membre de Direction du Groupe AGF-ALLIANZ, Managing Director de MARSH et Directeur Général pour la France de l'assureur australien QBE.



**Valérie Peneau**, IGA, directrice du programme interministeriel « identité numérique »

Inspectrice générale de l'administration, Valérie Peneau a exercé diverses responsabilités au sein de la fonction publique d'Etat. Chargée de mission au commissariat à la réforme de l'Etat puis magistrat administratif, elle rejoint ensuite l'inspection générale de l'administration, avec une spécialisation marquée sur les sujets de transformation publique, de dimension interministérielle. De 2013 à 2016, elle a été responsable ministérielle de l'audit interne au ministère de l'intérieur. En janvier 2018, elle a été nommée directrice du programme interministeriel pour la conception et la mise en œuvre du parcours d'identification numérique. Ce programme associe étroitement des acteurs interministeriels du numérique, dont l'ANSSI et la DINSIC. Il a pour objectif de permettre à chacun, à l'horizon 2020, de justifier de son identité dans le monde numérique, pour des démarches administratives mais aussi pour des usages plus étendus telles des transactions commerciales sur Internet. Valérie Peneau est diplômée en droit de l'université de Rennes, de Sciences-Po Paris et de l'ENA (promotion « Victor Hugo », 1991).



**Guillaume Poupard**, directeur général de l'ANSSI

Guillaume Poupard est ancien élève de l'École Polytechnique, promotion X92. Ingénieur de l'armement en option recherche, il est titulaire d'une thèse de doctorat en cryptographie réalisée sous la direction de Jacques Stern à l'École Normale Supérieure de Paris et soutenue en 2000. Il est également diplômé de l'enseignement supérieur en psychologie. Il débute sa carrière comme expert puis chef du laboratoire de cryptographie de la Direction Centrale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DCSSI). Cette direction sera transformée en 2009 pour devenir l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI). Il rejoint en 2006 le Ministère de la défense, toujours dans le domaine de la cryptographie gouvernementale puis de la cyberdéfense. En novembre 2010, il devient responsable du pôle « sécurité des systèmes d'information » au sein de la direction technique de la Direction Générale de l'Armement (DGA), responsable de l'expertise et de la politique technique dans le domaine de la cybersécurité. Le 27 mars 2014, il est nommé directeur général de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information.



**Émilie Quéma**, directrice des contrôles spécialisés et transversaux de l'APCR

Actuaire qualifiée, diplômée de l'ENSAE, Emilie Quéma est aujourd'hui directrice des contrôles spécialisés et transversaux de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Après une expérience d'économiste statisticienne, notamment à la Direction Générale du Trésor, elle rejoint l'autorité de contrôle en 2004 comme commissaire contrôleur des assurances. Elle a depuis occupé différents postes à l'ACPR, tant au contrôle des assurances qu'aux affaires internationales. Notamment, elle a été chargée de la dernière phase des négociations sur Solvabilité 2 entre 2010 et 2013, et de la brigade de contrôle des groupes européens et internationaux au moment de l'approbation de leurs modèles internes. Depuis 2018, elle est directrice à la Direction des Contrôles Spécialisés et Transversaux, responsable entre autres des contrôles sur place des modèles internes et des systèmes d'information dans les organismes d'assurance.



**Gilbert Reveillon**, conseiller du commerce extérieur émérite 2018, président TIC et Économie Numérique au CNCCEF

Diplômé d'un MBA HEC Montréal en Finances Internationales et Maître de Conférences à l'Institut Mines Telecom, Gilbert Reveillon a mis en place la majeure Entrepreneuriat et Management de l'Innovation dans un écosystème de 350 startups, 30 incubateurs et accélérateurs. Il a rayonné à l'international avec des postes de directions commerciales au Canada (Royal Bank of Canada, Evian, Danone), Gilbert Reveillon Marketing à Londres avec le lancement historique du TGV Eurostar. Ces succès l'ont conduit à la Direction Générale d'OSS et de Virgin Executive Aviation à Londres avant de revenir en France pour Europcar International en charge de l'international. Fort de compétences "industrielles" en CRM, Social CRM et moyens de paiement pendant 10 ans chez LaSer (filiale à parité BNP Paribas et Galeries Lafayette) ; il est actif auprès des startups dans les TIC et l'économie numérique (Développement à l'international, M&A et fonds d'investissement). Aujourd'hui CEO de Mobile LOOV spécialisé dans la transformation numérique, le Quantum Computing, la blockChain, les monnaies virtuelles et crypto-actifs, les ICO/STO, mais aussi l'IoT, le big data, les Wearable Technologies, la cyber sécurité, M2M et les réseaux sociaux tant aux USA-Canada, au UK-Europe et en Chine-Asie. Il accompagne plusieurs startups à l'international avec qui il a obtenu deux « innovation awards » au CES de Las Vegas (2014 & 2015). Il est Président de Structure TIC et Économie Numérique au CNCCEF le réseau de 4400 dirigeants d'entreprises françaises sur 140 Pays. Administrateur et Secrétaire Général de l'ANDESE (Association des Docteurs en Sciences Economiques et Sciences de Gestion) qui décerne annuellement le « Prix de Thèse », et, avec Le Groupe Les Echos et le Journal Investir « le Prix du Financier ». Intervenant et administrateur de "CDO Alliances Chief Digital Officers"



**Gwendal Rouillard**, député du Morbihan, membre de la commission de la défense et des forces armées

Député du Morbihan depuis 2011, Gwendal Rouillard est actuellement membre de la commission de la Défense et des forces armées. Auditeur de l'IHEDN depuis 2006, il est spécialiste des questions de sécurité et de défense et le démontre au sein de l'Assemblée nationale en étant rapporteur du budget de la Marine nationale au titre de la commission de la Défense de 2015 à 2017. Collaborateur de Jean-Yves Le Drian de 2004 à 2011, Gwendal Rouillard est également impliqué sur les questions diplomatiques et internationales : co-président du groupe d'études sur les chrétiens d'Orient et les minorités depuis 2018, il a également produit un mémoire sur la relation entre les Libanais chrétiens et les chrétiens d'Orient dans le cadre d'un Master 2 en Sciences politiques obtenu en 2017 à l'Université Saint-Esprit de Kaslik au Liban. Président de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) de 2012 à 2013 puis président de l'association ORION, spécialisée en Géopolitique et politique de Défense de 2015 à 2017, Gwendal Rouillard suit l'ensemble de l'actualité stratégique : contrats d'armements, cybersécurité, état des forces terrestres et navales, partenariats stratégiques etc ... Gwendal Rouillard est enfin engagé auprès de sa ville, Lorient. Conseiller municipal depuis 2008, il a également été vice-président de Lorient Agglomération à l'Enseignement supérieur et la Recherche.



**Ulrich Rousseau**, directeur général de Wi6labs

Cofondateur et dirigeant de Wi6labs. Cette PME déploie, exploite et maintient en conditions opérationnelles des réseaux de capteurs. L'entreprise a été créée en 2014 pour aider ses clients à piloter leur consommation d'eau et d'énergie et maîtriser leurs process en utilisant les technologies de l'internet des objets (IOT). Wi6labs a équipé le premier smart village en Bretagne en 2016 et compte aujourd'hui parmi ses clients des industriels et des collectivités locales en France et à l'étranger.



**Guillaume Savornin**, directeur général de CNPP

Ingénieur agronome de formation et titulaire d'un master de l'Essec, Guillaume Savornin, 51 ans, est directeur général du groupe CNPP depuis 7 ans. Il a effectué auparavant l'essentiel de son parcours professionnel dans le monde des services à l'environnement et aux infrastructures. Il a débuté à la Générale des Eaux, et a ensuite évolué au sein de sociétés d'ingénierie, tout d'abord au sein du groupe allemand Linde puis au sein du groupe franco-hollandais Ginger-Grontmij dans des fonctions de directions opérationnelles et de business développement. Sous son impulsion, CNPP a débuté ses activités dans le domaine de la cybersécurité il y a 4 ans pour ensuite créer CNPP Cybersecurity en 2018. Guillaume Savornin est membre des boards des organisations professionnelles européennes CIPA ( ) Europe et EFSG ( ) et membre fondateur du cercle K2.



**Despina Spanou**, directrice en charge de la société numérique, de la confiance et de la cybersécurité, Commission européenne

Directrice en charge de la société numérique, de la confiance et de la cybersécurité de la DG CONNECT, Despina Spanou est responsable des politiques publiques en matière de cybersécurité, de la protection des données personnelles, des villes connectées, de la mobilité, de la santé numérique, de l'administration en ligne ainsi que de l'identification électronique. Directrice de la Consommation à la Direction générale de la Justice et des Consommateurs de 2013 à 2017, elle était alors chargée de la politique des consommateurs, de la législation sur les consommateurs et la commercialisation, de la réparation et de l'application et de la sécurité des produits. À ce titre, Despina Spanou a supervisé la récente refonte de la législation sur les consommateurs ainsi que l'intégration des consommateurs dans la stratégie du Marché unique numérique. Despina Spanou a été également conseillère principale à la Direction générale de la Santé et des Consommateurs où elle a dirigé les travaux sur les stratégies de gestion des maladies chroniques, y compris la contribution de l'UE à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la santé. Chef de cabinet adjoint de Markos Kyprianou, commissaire européen à la santé et aux consommateurs de 2004 à 2008, elle a exercé cette même fonction de 2008 à 2010 auprès du commissaire à la santé, puis à l'éducation et à la culture, Androulla Vassiliou. Despina Spanou a commencé sa carrière à la Commission européenne à la Direction générale de la concurrence en 2003. Elle avait déjà pratiqué le droit européen au sein de la branche bruxelloise d'un cabinet d'avocats américain. Elle est d'origine chypriote, membre du Barreau d'Athènes et titulaire d'un doctorat en droit européen de l'Université de Cambridge.



**Huguette Tiegna**, députée du Lot, vice-présidente de l'OPECST

Députée du Lot depuis 2017, Huguette Tiegna siège au sein de la commission des Affaires économiques. Vice-présidente de l'OPECST, elle est aujourd'hui référente sur les questions liées aux mix énergétiques et à la mobilité du futur. En mars dernier, elle a présenté devant la commission des Affaires économiques les conclusions de son rapport CAP2040 sur les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040. Après l'obtention de sa licence en électronique et système d'informations au Burkina Faso, Huguette Tiegna rejoint l'École des mines, de l'industrie et de la géologie de Niamey, au Niger. En 2009, elle obtient son diplôme d'ingénieure en génie électrique et rejoint l'université du Havre, pour y poursuivre une thèse sur la modélisation et le dimensionnement de génératrices adaptées aux turbines de l'éolien. Docteure en génie électrique en 2013, Huguette Tiegna rejoint l'entreprise Whylot à Figeac, dans le Lot, spécialisée dans la miniaturisation des moteurs électriques pour l'industrie et le transport.



**Laszlo Toth**, directeur des affaires publiques de la GSMA Europe

Directeur des affaires publiques de la GSMA Europe, Laszlo Toth supervise avec son équipe toutes les activités de plaidoyer de la GSMA Europe. Il représente les opérateurs mobiles européens sur un large éventail de questions politiques et réglementaires. Laszlo Toth travaille en étroite collaboration avec ses membres afin de créer un environnement politique au niveau de l'UE qui maximise la capacité de l'industrie mobile à investir dans les infrastructures et à stimuler la croissance économique et sociale développement. Laszlo Toth a commencé sa carrière professionnelle en travaillant chez les opérateurs de télécommunications. Avant de se joindre GSMA en 2011, il a passé neuf ans dans l'administration publique hongroise, y compris des périodes au ministère chargé des systèmes d'information ainsi qu'au sein de l'organisme national de réglementation des télécommunications. Laszlo Toth est titulaire d'une maîtrise en économie et d'un diplôme en sciences informatiques.



**Didier Trutt**, président-directeur général d'IN Groupe

Président-directeur général de l'Imprimerie Nationale depuis septembre 2009, Didier Trutt a suivi une carrière industrielle et internationale, notamment en Asie du Sud-Est, pour le groupe Thomson qu'il a rejoint en 1984 et dont il était directeur général adjoint depuis 2004. Administrateur du groupe indien Videocon de 2006 à 2009, du groupe industriel chinois TCL entre 2005 et 2007, Didier Trutt est administrateur du groupe NEXTER depuis 2011, du CTP depuis 2012 et de la Française des Jeux depuis 2014. Il est conseiller du commerce extérieur de la France depuis 1992. Il est diplômé de l'École nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne.





## Paris Cyber Week

# ANIMATEURS



### Jean-Yves Casgha, président de Terre TV

Rédacteur en chef du magazine Rayons X de Igor et Grichka Bogdanoff (France 2), Jean-Yves Casgha est journaliste producteur/animateur du magazine MicroMega (RFI). Commentateur et voix sur Faut pas rêver (France 3), il est également directeur de la rédaction de Science Frontières Magazine. Jean-Yves Casgha est président-fondateur du Festival Science-Frontières (Palais du Pharo, Marseille), ainsi que de la SA Science-Frontières Production et de TerreTV À la suite de la création du Festival Science-Frontières dont il est le PDG, Jean-Yves Casgha s'engage de plus en plus dans la protection de l'environnement et la sensibilisation du grand public sur les questions écologiques.



### Isabelle Fayolle, journaliste chez WOOP

Isabelle Fayolle est journaliste, animatrice de tables rondes, débats et séminaires, après 15 ans à la TV comme reporter, rédactrice et chroniqueuse pour des chaînes nationales. Ses sujets favoris sont la transition digitale dans l'industrie, la Défense, la sécurité et la gouvernance publique. Elle intervient comme coach en média training et prise de parole en public pour des startups, hommes politiques, cadres dirigeants et sportifs de haut niveau. Elle est diplômée d'un Master de Sciences Politiques spécialisé en gestion des risques, et diplômée de l'École Supérieure de Journalisme de Paris. Ses conférences portent sur la connaissance des médias et la communication agile dans la sécurité. Principales références : M6, France 24, TF1, French Tech, CES de Las Vegas, Orange, HEC, Deloitte, Reedexpo, FM logistic, LG, Média Institute, PSG entre autres.



### Elsa Trujillo

Journaliste chez BFMTV.com et Tech&Co, l'émission quotidienne de BFM Business sur l'actualité du numérique, Elsa Trujillo couvre les sujets liés à la cybersécurité, à la protection des données personnelles et aux usages quotidiens des nouvelles technologies.



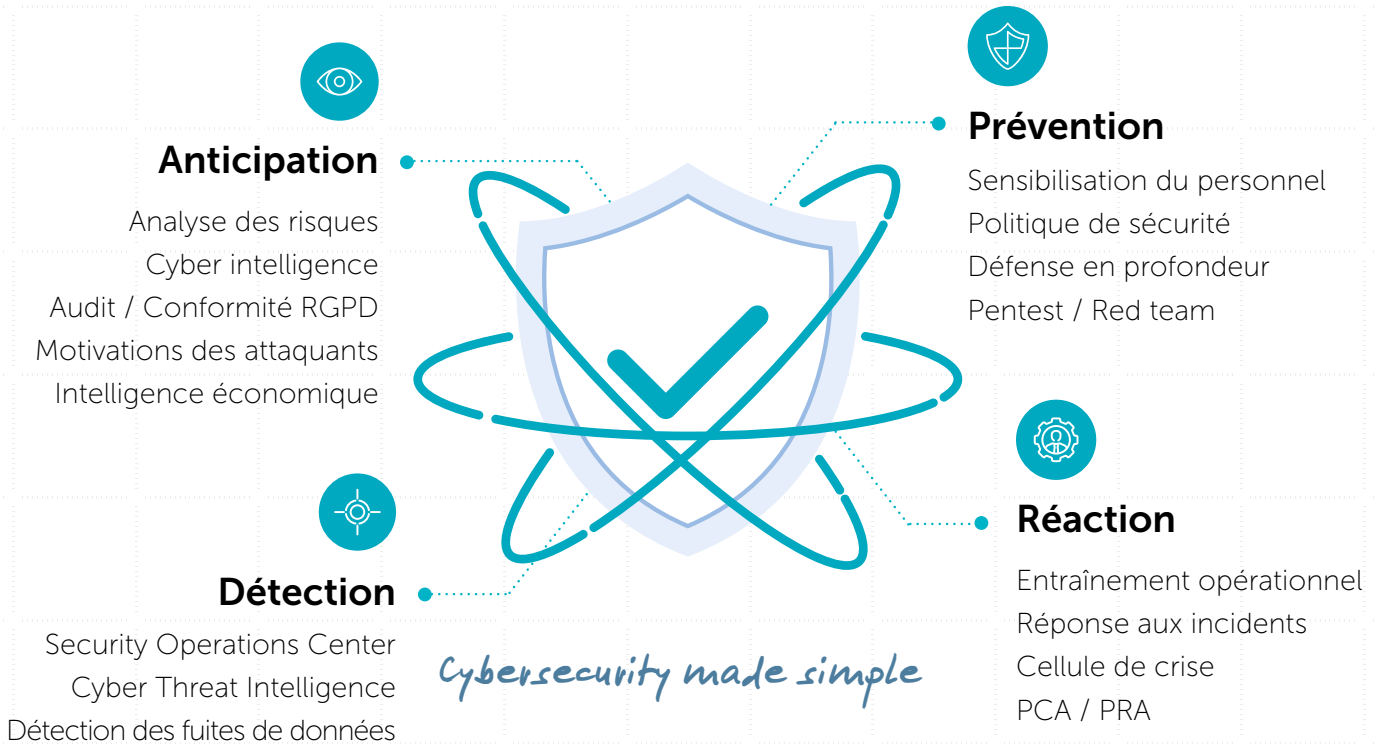
### Martin Untersinger

Journaliste au Monde depuis 2013, Martin Untersinger est spécialisé dans les questions liées au numérique, en particulier la cybersécurité, la vie privée et la surveillance.



CEIS Cyberdefense protège les actifs sensibles de ses clients par une approche pragmatique et rationnelle, basée sur la connaissance de la menace, l'analyse des risques business et la volonté de favoriser les solutions au meilleur rapport coût/efficacité, tout en plaçant l'humain au cœur de la démarche.

**L'efficacité d'un dispositif de Cybersécurité n'est pas proportionnelle au budget que l'on y consacre !**



**Un seul objectif : augmenter la confiance de vos clients, partenaires et investisseurs en limitant les conséquences business et métier du risque cyber.**

**UNE OFFRE COMPLÈTE ET INTÉGRÉE À 360°**

CEIS Cyberdefense accompagne les entreprises dans la maîtrise de leurs risques cyber à travers une offre complète : stratégie et pilotage de la sécurité, anticipation des menaces et détection des fuites de données (Cyber Threat Intelligence), prévention, réponse aux incidents, assistance à la gestion de crise, détection des attaques et management de la sécurité (SOC). Cette offre est complétée par les capacités de bluecyforce, centre d'entraînement opérationnel spécialisé en cybersécurité, co-fondé par CEIS et DIATEAM, qui vise à renforcer les compétences humaines par la pratique.







NOS PARTENAIRES



ORGANISÉE PAR



5, rue de l'Horloge  
35000 Rennes  
Tél. 02 23 62 36 96  
contact@paris-cyber-paris.com